

**Discours du président de la Verkhovna Rada d'Ukraine Ruslan Stefanchuk
devant l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
Avril 2022 (Monaco)**

Chers participants, collègues !

Je voudrais, tout d'abord, vous remercier pour l'invitation à prendre la parole aujourd'hui et pour l'opportunité de vous parler de la situation en Ukraine, de vous communiquer la position de notre État face à l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine souveraine. D'autant plus qu'il y a une demi-heure à peine, je suis rentré des villes d'Irpin' et Boutcha et que j'ai vu devant moi ces scènes atroces de ce que fait l'armée russe au centre de l'Europe, au XXI^e siècle. Un nombre incalculable de morts et d'immeubles détruits. C'est tout ce qu'ils apportent à l'Ukraine, c'est tout ce que nous appelons le génocide du peuple ukrainien.

Et c'est précisément maintenant qu'il est très important pour nous de ressentir le soutien du monde, qui unit ses efforts afin de condamner et d'arrêter l'agresseur et pour nous aider. C'est grâce à ces efforts coordonnés que nous pourrions atteindre notre objectif. Nous devons, par ces efforts coordonnés amener tout le monde, sans exception et y compris la Russie, à respecter les règles établies par la communauté mondiale pour assurer la paix.

En tant que parlementaires représentants des peuples de différents pays, nous jouons désormais un rôle extrêmement important en menant une diplomatie parlementaire active.

Je vois parmi les personnes présentes deux de nos représentantes. Je les salue et les remercie pour le travail important qu'elles réalisent pour l'Ukraine au sein des parlements qu'elles visitent et je voudrais aussi vous témoigner tout mon respect pour le travail que vous effectuez au niveau interparlementaire.

Permettez-moi d'exprimer ma gratitude aux États membres de la Francophonie pour la position de principe qu'ils ont adoptée en soutenant l'Ukraine dans sa lutte juste et en condamnant l'agression de la Fédération de Russie. Je fais ici référence à la Déclaration de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie sur l'Ukraine du 3 mars, ainsi qu'à la Résolution de la 40^e Conférence des ministres de la Francophonie du 16 mars dernier.

La conférence a déclaré alors qu'elle était "profondément préoccupée par le fait que les femmes et les enfants, ainsi que les personnes handicapées et les personnes âgées, peuvent être particulièrement touchées par cette guerre" et a souligné l'importance de lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, dont les violences sexuelles. » Je souhaite donc vous informer que la Russie non seulement n'a pas écouté l'appel de vos pays mais continue, au contraire, avec une extrême cruauté de commettre tous ces crimes contre des ukrainiens, qu'ils soient

enfants, filles, femmes ou personnes handicapées. Les agresseurs militaires russes continuent de détruire délibérément des hôpitaux et des orphelinats ukrainiens, de tirer sur les couloirs humanitaires et de tuer des civils innocents. L'Europe n'a pas vu de tels crimes depuis le régime hitlérien. Ces crimes commis par la Russie sur le territoire de l'Ukraine aujourd'hui s'inscrivent dans la continuité du génocide du peuple ukrainien, qui a été organisé par Staline en Ukraine lors du Holodomor (famine artificielle) en 1932-33.

Aujourd'hui, la Russie a décidé de punir tout le peuple ukrainien pour son désir effréné de vivre dans un État libre et de décider de son avenir de façon indépendante. Et l'ensemble du peuple ukrainien est rassemblé pour défendre son État. Et quand j'ai eu l'occasion de m'entretenir auaujourd'hui avec des personnes qui ont passé 40 jours à se terrer et à subir les tortures de l'armée russe et que je leur ai regardé dans les yeux, j'ai vu qu'ils se battent jusqu'au dernier pour notre Ukraine, pour les valeurs que défendent l'Ukraine et tout le monde civilisé.

C'est pourquoi nous vous sommes tous reconnaissants de votre décision de condamner l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, de l'appeler à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel, et à retirer ses troupes d'Ukraine mais aussi d'avoir réaffirmé votre attachement à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, à sa souveraineté et à son indépendance politique à l'intérieur de ses frontières reconnues au niveau international. La voix des organisations internationales et de chaque pays se doit d'être claire et sans ambiguïté.

Nous ne luttons pas seulement pour nous-mêmes, nous luttons pour les valeurs démocratiques fondamentales et pour les droits et règles internationaux pour tous les pays. C'est pourquoi les tentatives de certains pays d'éviter de devoir se prononcer, voire d'essayer d'obtenir certains avantages individuels, sont inacceptables.

Nous sommes reconnaissants aux pays de la Francophonie pour l'aide qu'ils apportent déjà à l'Ukraine dans la lutte contre l'agresseur, ainsi que pour les efforts diplomatiques visant à stopper l'invasion russe.

Je voudrais vous informer également que nous prenons toutes les mesures pour prévenir toute discrimination fondée sur l'origine, la race, la nationalité ou l'ethnie à l'encontre des personnes fuyant les hostilités. En même temps, comme je l'ai déjà mentionné, l'agresseur russe fait des personnes fuyant la guerre ses objectifs militaires. Non seulement ils tirent sur des voitures et des convois de réfugiés, mais ils tirent également sur des couloirs humanitaires mutuellement agréés. Plus encore, ils déportent de force de nombreux citoyens ukrainiens vers le territoire russe ou occupé, ce qui montre tous les signes d'un asservissement forcé et s'apparente non seulement au terrorisme international mais constitue un crime majeur.

Nous espérons qu'afin de prévenir de tels phénomènes à l'avenir et d'arrêter l'agression, la pression économique et les sanctions sur la Russie en tant qu'État agresseur seront intensifiées le plus rapidement possible. Il faut imposer dès maintenant un embargo total sur le pétrole, le gaz et le charbon russes. C'est le produit du commerce de l'énergie qui permet aux dirigeants russes d'alimenter cette guerre et de continuer à verser le sang d'enfants innocents. La Russie doit payer le prix économique le plus élevé pour avoir lancé cette guerre et pour ses crimes de guerre en Ukraine !

C'est pourquoi j'appelle tous les pays de la Francophonie à imposer des sanctions nationales aux oligarques et aux proches du régime russe, à geler leurs avoirs, à imposer des sanctions aux entreprises de l'industrie de défense et à introduire un embargo énergétique.

Nous demandons d'interdire l'accès aux ports pour les navires russes, ainsi que pour tous les navires battant pavillon russe jusqu'au retrait complet des troupes russes du territoire ukrainien.

Nous attirons l'attention des pays de la Francophonie sur le fait que les entreprises qui continuent d'opérer sur le territoire de l'État agresseur sont les commanditaires directs des hostilités et de la destruction de nos villes, payant des impôts en Russie. Nous vous demandons d'aider à arrêter les activités des structures qui développent des activités commerciales collaborationnistes en Russie.

Je souhaiterais encore attirer votre attention sur un autre aspect. Tout attermolement dans les mesures contraignant la Russie à abandonner ses plans agressifs contre l'Ukraine accentue une crise humanitaire liée à la sécurité alimentaire. L'Ukraine est l'un des plus grands fournisseurs de céréales et d'huile au monde. Si la Russie n'est pas arrêtée aujourd'hui, de nombreux pays du monde seront demain confrontés au problème de la faim.

Et pour terminer, en occupant la zone d'exclusion de Tchernobyl et en labourant ses terres radioactives avec ses chars et ses obus, la Fédération de Russie a déjà créé une catastrophe environnementale à l'échelle européenne et mondiale. Par son agression, par les conséquences de ses bombardements des territoires ukrainiens et les tirs de missiles, la Russie a annulé de nombreuses années d'efforts conjoints des pays du monde dans leur lutte contre le changement climatique. Cela aussi doit être arrêté.

J'appelle à unir nos efforts pour arrêter l'agresseur et établir la paix, à punir les criminels de guerre russes et à revenir à la primauté du droit international. Après cela, nous pourrions également unir nos efforts pour renouveler l'Ukraine et construire un avenir commun prévisible et stable.

Je voudrais aussi vous inviter à venir en Ukraine parce que de nombreux « fakes » (désinformation, ndt) sont aujourd'hui véhiculés par certains canaux de propagande et je vous demande de venir voir de vos propres yeux ce qu'apporte la Russie, ce qu'est la vision russe du monde et quelle aide réelle est nécessaire pour l'Ukraine. Je suis persuadé qu'ensemble nous vaincrons !

Gloire à l'Ukraine !

Réponse au chargé de mission « Europe », Jean-Charles Luperto :

Je vous remercie pour l'offre de rejoindre l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie. C'est dans le besoin que l'on reconnaît ses amis. Nous allons examiner votre proposition dans le cadre de nos règlements et je remercie encore chacun des Etats en particulier pour le soutien exprimé !

Traduction ZK